

N.R. : CCAS/MRC/CP TRENDU/CONSADMI/CA 26 JANVIER 2012

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE  
DU 26 JANVIER 2012 A 18 H**

ETAIENT PRESENT(E)S :

M. HAVRE Hervé, Maire-Adjoint chargé de l'Action Sociale, des Personnes Agées, de la Santé et du Handicap, Vice-Président du CCAS  
M. HISSETTE David, Maire-Adjoint, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de l'Insertion, Administrateur du CCAS  
Mme ROY Nathalie, Conseillère Municipale Déléguée chargée du Handicap, Administratrice du CCAS  
Mmes ANSELME Peggy, CEREZA Bernadette et CHEMERY Delphine, Conseillères Municipales, Administratrices du CCAS  
Mmes MILLET Edmonde, dite Eddie PASCAL-MILLET, VALETTE Odile, et GIORNI Nelly, Administratrices du CCAS  
M. HIERLE Robert, Administrateur du CCAS

**Administratifs :**

Mme DENAT Yveline, Chef du Pôle « Solidarité – Vie de la Cité », Directrice du CCAS  
Mme TARENTI Régine, Adjointe à la Directrice du CCAS  
Mme CHRETIEN Marie-Reine, Assistante à l'Administration Générale du CCAS – Pôle « Solidarité – Vie de la Cité »  
M. SALAH-SALAH Sofiane, Cabinet du Maire

ETAIENT ABSENT(E)S EXCUSE(E)S :

M. FERRARI Christophe, Maire, Président du CCAS  
Mme GRILLET Corinne, Maire-Adjointe, chargée de l'Education Populaire, Administratrice du CCAS  
Mme BRACHET Sandrine, Conseillère Municipale Déléguée, chargée de la Petite Enfance  
Mmes DEBARD Aimée, COSTA Aurore et LANDE Marie-Catherine, Administratrices du CCAS

**Administratifs :**

néant

ETAIENT ABSENT(E)S :

Mme JULLIARD Marie-Claire, Administratrice du CCAS

**Administratifs :**

néant

**DESTINATAIRES**

- Mmes et MM. les Administrateurs du CCAS

**Diffusion interne par réseau et messagerie :**

- M. Philippe SERRE, Directeur du Cabinet du Maire
- Les Chefs de Pôle
- Les Chefs de Service du CCAS
- Mme Yveline DENAT, Chef du Pôle Solidarité et Vie de la Cité - Directrice du CCAS
- M. Olivier L'HEVEDER, Directeur Général des Services
- Mme Jacqueline EXCOFFON, Service des Ressources Humaines
- Mme Christine VACHEZ, Adjointe au responsable des Finances ville-ccas
- Mme Cécile CAIRE et M. Franck MAURICE-LAFORGE, Site Internet de la Ville

**Ce compte rendu « sommaire » est affiché en vertu des dispositions de l'article L2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales. L'affichage fait courir le point de départ du délai de recours contentieux.**

Il permet de connaître l'ensemble des délibérations prises par le Conseil d'Administration, le Procès-Verbal complet étant mis en ligne sur le site internet ou diffusé après approbation par le Conseil d'Administration suivant.

**Date de convocation : 19 Janvier 2012**

**Nombre d'administrateurs en exercice : 16**

**Présent(es) : 10**

**Votants : 10**

L'an deux mille douze, le Jeudi vingt six janvier à dix huit heures

Le conseil d'administration, étant assemblé en session ordinaire, Salle des mariages de la Ville de Pont de Claix, après convocation légale sous la présidence de Monsieur Hervé HAVRE, Maire-Adjoint aux solidarités, Vice-Président du CCAS

**Présents : M. Hervé HAVRE, Maire-Adjoint aux solidarités, Vice-Président du CCAS et MM. David HISSETTE, Maire-Adjoint à l'Emploi, l'Economie et l'Insertion, Administrateur du CCAS et Robert HIERLE, Administrateur du CCAS**

**Mmes Nathalie ROY, Conseillère Municipale Déléguée chargée du Handicap, Delphine CHEMERY, Peggy ANSELME et Bernadette CEREZA, Conseillères Municipales, Edmonde MILLET, Odile VALETTE et Nelly GIORNI, Administratrices du CCAS**

**Excusé(e)s ayant donné pouvoir : néant**

**Excusé(e)s : MM. Christophe FERRARI, Maire, Président du CCAS, Mmes Corinne GRILLET, Maire-Adjointe chargée de l'éducation populaire, Sandrine BRACHET, Conseillère Municipale Déléguée à la Petite Enfance, Aimée DEBARD, Marie-Catherine LANDE et Aurore COSTA, Administratrices**

**Absent(es) : Mme Marie-Claire JULLIARD, Administratrice du CCAS**

**Secrétaire de séance : Madame Yveline DENAT est nommée secrétaire de séance conformément aux dispositions des articles L.123-6 à L.123-8 et R.123-16 à 123-26 du Code de l'Action Sociale et des familles.**

---

**Administration : Questure CCAS**

**Réf. : MRC**

## OUVERTURE DE LA SEANCE

---

M. Hervé HAVRE, Vice-Président du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), ouvre la séance du Conseil d'Administration à 18 heures et présente les excuses de Monsieur le Président du CCAS et de certains membres absents.

M. le Vice-Président fait procéder à la vérification du quorum. Le quorum est atteint et la séance débute.

Monsieur le Vice-Président propose aux administrateurs le rajout à l'ordre du jour d'un projet de délibération concernant la suppression de postes non pourvus au CCAS, ce qu'ils acceptent.

## ORDRE DU JOUR

### 1 - ADOPTION DU PRECEDENT PROCES-VERBAL :

Les Procès-Verbaux des Conseils d'Administration des 06 et 27 Octobre ainsi que du 1er Décembre 2011 sont adoptés à l'unanimité.

### 2 - PROJETS DE DELIBERATIONS :

| Rapporteur | N°      | Objet de la Délibération   | Vote de la Délibération              |
|------------|---------|--|--------------------------------------|
|            |         | (*) NPPV : ne prend pas part au vote<br>Nombre de votants : 10   |                                      |
| M. HAVRE   | 03_2012 | Vote du Budget Principal du CCAS   | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE   | 04_2012 | Adhésion au protocole d'échange standard PES V2 et autorisation donnée au Président de signer le formulaire d'adhésion emportant acceptation de la convention relative à la dématérialisation des documents de la chaîne comptable et financière | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE   | 05_2012 | Suppressions et créations de postes au CCAS  | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE   | 06_2012 | Autorisation donnée au Président du CCAS de signer les conventions de mise à disposition d'un psychologue du travail avec le Centre de Gestion de l'Isère pour l'année 2012  | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE   | 07_2012 | Mise en place du dispositif « chèques vacances » en faveur du personnel du CCAS avec l'ANCV pour l'année 2012  | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE   | 08_2012 | Adhésion au contrat cadre mutualisé d'action sociale au profit du personnel territorial du CCAS mis en place par le Centre de Gestion de l'Isère   | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE   | 09_2012 | Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacements des agents en mission ou en formation   | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |

|          |         |  |                                      |
|----------|---------|--|--------------------------------------|
| M. HAVRE | 10_2012 | Aide au départ en vacances – Année 2012  | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | 11_2012 | Signature d'une convention de partenariat avec le SIM Jean Wiener pour le fonctionnement d'un atelier chorale ouvert aux familles et amis des résidents – Année scolaire 2011/2012 | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | 12_2012 | Signature d'une convention avec l'association « SOLIFOLA » pour la mise en place d'un atelier « rythme et percussion » à l'EHPAD   | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | 13_2012 | Signature d'une convention entre le CCAS et ALFA 3A pour la mise à disposition du Centre Social Jean Moulin afin de lui permettre d'assurer son activité                           | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | 14_2012 | Demande de subvention au Conseil Général de l'Isère pour le financement du dossier Epicerie Sociale et Solidaire – Année 2012  | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | 15_2012 | Signature d'une convention partenariale entre le Conseil Général de l'Isère et le CCAS concernant l'activité « vaccinations » au CCAS – Années 2012, 2013 et 2014                  | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | 16_2012 | Suppressions de postes non pourvus au 5 janvier 2012 au CCAS   | <b>A l'unanimité</b><br>10 voix pour |
| M. HAVRE | -       | Actes pris en vertu des délégations ou en retour des représentations   | -                                    |
| M. HAVRE | -       | Questions et informations diverses   | -                                    |

---

## FINANCES

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

### **DELIBERATION N° 03\_2012 : VOTE DU BUDGET PRINCIPAL DU CCAS**

Monsieur le Vice-Président propose :

Vu l'avis de la Commission Solidarité en date du 19 janvier 2012,

DE VOTER le présent budget primitif 2012, sans reprise du résultat 2011

- Au niveau du Chapitre pour la section de fonctionnement
- Au niveau du Chapitre pour la section d'investissement

Ce budget peut se résumer comme suit :

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| CHAPITRES                                   | DEPENSES       | CHAPITRES  | RECETTES            |
|---|----------------|--|---------------------|
| 011 Charges à caractère général             | 536 445,00     | 002 excédent reporté   | 0,00                |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés | 1 502 354,00   | 70 ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 199 934,00          |
| 65 autres charges de gestion courante       | 155 160,00     | 74 Dotations et participations   | 2 098 670,00        |
| 67 charges exceptionnelles                  | 125 300,00     | 77 produits exceptionnels  |                     |
|   |                | 013 atténuation de charges   | 20 655,00           |
| TOTAL Section - dépenses                    | <b>2319259</b> | TOTAL Section - recettes   | <b>2 319 259,00</b> |

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| CHAPITRES                          | DEPENSES        | CHAPITRES                          | RECETTES        |
|------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|
| 27 Autres immobilisat° financières | 3 000,00        | 27 Autres immobilisat° financières | 3 000,00        |
| TOTAL Section - dépenses           | <b>3 000,00</b> | TOTAL Section - recettes           | <b>3 000,00</b> |

**Observations : néant**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |           |  |
|-----------------------------|-----------|--|
| - voix pour :               | <b>10</b> |  |
| - voix contre :             | <b>0</b>  |  |
| - abstentions :             | <b>0</b>  |  |
| - ne prend pas part au vote | <b>0</b>  |  |

**DELIBERATION N° 04\_2012** : ADHESION AU PROTOCOLE D'ECHANGE STANDARD PES V2 ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE FORMULAIRE D'ADHESION EMPORTANT ACCEPTATION DE LA CONVENTION RELATIVE A MA DEMATERIALISATION DES DOCUMENTS DE LA CHAINE COMPTABLE ET FINANCIERE

Le Vice-président rappelle :

Dans le cadre de la simplification des échanges administratifs avec les services de l'Etat (Trésorerie, Préfecture, etc...), la dématérialisation des actes et de leur transmission est un axe majeur d'amélioration des procédures.

Elle raccourcit la durée d'exécution des travaux, sécurise la transmission des données et réduit le recours au papier, notamment.

Le Vice-président informe :

La Direction Générale des Finances Publiques développe ce processus pour les documents de la chaîne comptable et financière, par le biais de son pôle national de dématérialisation au travers du programme HELIOS (et plus précisément le protocole d'échange standard PES V2 d'HELIOS). Le PES V2 constitue un ensemble de normes, formats et processus, pour la saisie, la transmission et la conservation des données comptables et financières.

Les conditions et modalités de sa mise en oeuvre sont détaillées dans la "**Convention cadre nationale relative à la dématérialisation des documents de la chaîne comptable et financière des collectivités et établissements publics locaux**", qui s'inscrit elle-même dans le cadre d'application des principes énoncés par la « Charte nationale partenariale relative à la dématérialisation dans le secteur public local ».

La Charte nationale partenariale et son cadre national d'acceptation portent sur la dématérialisation des documents «papier» échangés entre les trois acteurs de la chaîne comptable et financière que sont l'ordonnateur, le comptable du Trésor et la Chambre régionale des comptes.

Elle permet aux CCAS dotés des outils informatiques adéquats d'opter progressivement pour la transmission électronique de certaines données ou catégories d'actes, tels que les bordereaux, mandats et titres, les pièces justificatives ou les documents budgétaires.

Afin de pouvoir procéder à la transmission de données et de documents électroniques au comptable public, le CCAS doit dans un premier temps adhérer au Protocole d'Echange Standard PES V2 d'Helios, extrait de l'annexe 2 de l'Arrêté du 27 juin 2007 portant application de l'article D. 1617-23 du code général des collectivités territoriales relatif à la dématérialisation des opérations en comptabilité publique (NOR : BCFR0750735A, JO n°159 du 11 juillet 2007 page 11708 texte n°29 ).

Le CCAS de la ville de Pont de Claix dispose des outils techniques nécessaires pour s'inscrire pleinement dans cette démarche par le biais de son tiers de télétransmission, le SITPI, qui a reçu son homologation de la Direction Générale des Finances Publiques le 3 décembre 2010.

Il est proposé :

**CONSIDERANT** la nécessité de restreindre l'émission de documents "papier" produits par le CCAS,

**CONSIDERANT** que la dématérialisation contribuera à accélérer et à sécuriser les procédures comptables,

**VU** l'arrêté du 27 juin 2007 portant application de l'article D. 1617-23 du code général des collectivités territoriales relatif à la dématérialisation des opérations en comptabilité publique (NOR : BCFR0750735A, JO n°159 du 11 juillet 2007 page 11708 texte n°29 ),

**VU** l'avis de la Commission Municipale n°6 « solidarités » en date du 19/01/2012,

D'ADHERER au Protocole d'Echange Standard PES V2 et d'autoriser M. le Président à signer le formulaire d'adhésion, emportant acceptation de la Convention relative à la dématérialisation des documents de la chaîne comptable et financière, avec le comptable public, M. le Directeur départemental des Finances publiques, et M. Le Président de la Chambre régionale des comptes.

DE DECIDER d'adopter cette proposition.

**Observations : néant**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

## PERSONNEL

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

### DELIBERATION N° 05\_2012 : SUPPRESSIONS ET CREATIONS DE POSTES AU CCAS

Monsieur le Vice-Président informe :

Il est nécessaire, pour le bon fonctionnement du service public, de procéder, après avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 08 Décembre 2011, à la suppression et à la création de certains postes au CCAS.

Il est proposé :

De procéder à la suppression et à la création des postes suivants :

| Filières                                   | Catégories | N° postes | Postes supprimés  | Postes créés  | Catégories |
|--|------------|-----------|---|---|------------|
| <b>SUPPRESSIONS ET CREATIONS DE POSTES</b> |            |           |   |   |            |
| Technique                                  | C          | 149,08    | Adjoint Technique 2ème classe                               | -   | -          |
| Administrative                             | C          | 7         | Adjoint Administratif 2ème classe à l'accueil du CCAS       | -   | -          |
| Technique                                  | C          | 81,11     | Adjoint Technique 1ère classe au service soutien à domicile | Adjoint Technique Principal 2ème classe au service soutien à domicile | C          |

D'ADOPTER cette proposition.

#### **Observations :**

#### **Délibération adoptée à l'unanimité**

|                                    |           |  |
|------------------------------------|-----------|--|
| <b>- voix pour :</b>               | <b>10</b> |  |
| <b>- voix contre :</b>             | <b>0</b>  |  |
| <b>- abstentions :</b>             | <b>0</b>  |  |
| <b>- ne prend pas part au vote</b> | <b>0</b>  |  |

### DELIBERATION N° 06\_2012 : AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DU CCAS DE SIGNER LES CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'UN PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL AVEC LE CENTRE DE GESTION DE L'ISERE POUR L'ANNEE 2012

Monsieur le Vice-Président rappelle :

La délibération n° 14 / 2011 du 17 février 2011 autorisant le Président à signer la convention par laquelle le Centre de gestion de l'Isère, direction de la santé et de la sécurité au travail met à disposition des collectivités qui le sollicitent un psychologue du travail. Pour obtenir cette intervention, la demande doit être formulée par écrit au Centre de Gestion, elle peut concerner l'accompagnement d'un service ou d'un agent qui aurait rencontré des difficultés professionnelles. Au terme de l'intervention, un mémoire détaillé est adressé à la collectivité.

Monsieur le Vice-Président informe :

Au cours de l'année 2011, 5 agents (Ville et CCAS) ont bénéficié de cet accompagnement. Un bilan a été fait avec le docteur Cros, responsable du service santé et sécurité au travail du Centre de Gestion de l'Isère qui permettra d'ajuster les prescriptions ultérieures.

Le tarif horaire de l'intervention est facturé à 78€ de l'heure avec un forfait de 25€ par déplacement.

Chaque fois qu'une commande est faite au centre de gestion pour une intervention dans un service particulier ou pour un agent, la durée de cette prestation, sauf dérogation, ne dépassera pas 8 heures.

Il est proposé :

Vu l'avis de la Commission Municipale n° 6 « solidarités » du 19 janvier 2012,

D'AUTORISER le Président à signer toutes les conventions pour la durée de l'action définie à savoir 8 heures.

DIT que les crédits sont inscrits au budget en cours.

**Observations : néant**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

**DELIBERATION N° 07\_2012 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « CHEQUES VACANCES » EN FAVEUR DU PERSONNEL DU CCAS AVEC L'ANCV POUR L'ANNEE 2012**

Monsieur le Vice-Président informe :

La gestion des chèques-vacances a été conduite en 2010 et 2011 par le service des ressources humaines. Il propose de reconduire ce dispositif sur l'année 2012 selon les mêmes dispositions.

Ce dispositif concerne le personnel communal en activité, conformément aux dispositions réglementaires et législatives en vigueur et modifiées par le décret n°2009-1259.

Les droits seront ouverts à compter du 1er janvier 2012.

A chaque versement d'un agent correspondra une bonification de cette épargne versée par la Ville ou le CCAS, selon un taux modulé en fonction du quotient familial de la famille, selon le barème suivant pour l'année 2012 :

| Tranche | QF annuel<br>(calculé à partir du revenu fiscal de l'année n-2 du demandeur et du nombre de parts de son foyer fiscal) | Montant total en chèques vacances | Bonification de la collectivité | Participation totale agent (*) |
|---------|--|-----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| 1       | De 0 à 9 400 €   | 160€                              | 60,63% soit 97€                 | 63 €                           |
| 2       | De 9 401 à 13 800 €  | 160€                              | 50,31% soit 80,5 €              | 79,5 €                         |
| 3       | de 13 801 à 18 800 €   | 160€                              | 40% soit 64 €                   | 96 €                           |
| 4       | Supérieur à 18 800 €   | 160€                              | 29,69% soit 47,5 €              | 112,50 €                       |

(\*) totale de l'épargne versée par l'agent pour obtenir un chéquier « Chèques Vacances » d'une valeur de 160 €, prélevement en 3 fois sur salaire des mois de avril, mai, juin 2012, après autorisation de l'agent et après que celui-ci ait fourni une copie de son avis d'imposition 2011 sur les revenus 2010.

Il est proposé :

Vu l'avis de la Commission Municipale n° 6 « solidarités » du 19 janvier 2012,

D'AUTORISER M. le Président à poursuivre le partenariat pour l'année 2012 avec l'Agence Nationale des Chèques-Vacances (ANCV), établissement public habilité à délivrer les chèques-vacances, ainsi que les actes de gestion nécessaires à la mise en œuvre de ce dispositif.

Dit que les dépenses seront affectées aux comptes 6474 et 6281.

**Observations : Néant**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |           |  |
|-----------------------------|-----------|--|
| - voix pour :               | <b>10</b> |  |
| - voix contre :             | <b>0</b>  |  |
| - abstentions :             | <b>0</b>  |  |
| - ne prend pas part au vote | <b>0</b>  |  |

**DELIBERATION N° 08\_2012 : ADHESION AU CONTRAT CADRE MUTUALISE D'ACTION SOCIALE AU PROFIT DU PERSONNEL TERRITORIAL DU CCAS MIS EN PLACE PAR LE CENTRE DE GESTION DE L'ISERE**

Monsieur le Vice-Président informe :

La loi du 19 février 2007 a donné la possibilité aux collectivités de souscrire un ou plusieurs contrats d'action sociale pour leurs agents, et d'en définir librement les modalités. De tels contrats ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des agents et de leur famille, et de les aider à faire face à des situations difficiles en cas de maladie, d'accident de la vie ou de situations entraînant une dépendance. Les collectivités peuvent pour ce faire, agir directement ou faire appel aux services du Centre de gestion.

A l'issue d'une procédure de consultation de marché négocié, le Centre de gestion de l'Isère a mis en place un contrat cadre ouvert à l'adhésion facultative des agents, dont l'avantage est de mutualiser les coûts.

Il est proposé :

Qu'à la date du 1er janvier 2012, le Centre Communal d'Action Sociale de Pont de Claix adhère au contrat-cadre mutualisé pour les lots suivants :

- Lot 1 : Protection santé complémentaire
- Lot 2 : Prévoyance contre les accidents de la vie
- Lot 3 : Garantie dépendance

Ceci donne en effet la possibilité aux agents du CCAS d'adhérer à tout ou partie de ces lots, en fonction de leurs besoins. La durée du contrat est de 4 ans avec un effet au 1er janvier 2012. Le contrat peut être prolongé d'une année.

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 25
- Vu la loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, notamment les articles 20 et 71,
- Vu la délibération n° 2010/27 du 10 juin 2010 par laquelle le Conseil d'Administration a mandaté le Centre de Gestion de l'Isère pour négocier un contrat cadre de protection sociale du personnel territorial ouvert à adhésion facultative,
- Vu l'avis de la Commission Municipale n° 6 « solidarités » du 19 janvier 2012,

DE DECIDER d'adhérer au contrat cadre mutualisé d'action sociale du Centre de Gestion de l'Isère au profit du personnel territorial du CCAS pour les 3 lots proposés et ce, à compter du 1er janvier 2012.

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tout document s'y rapportant.

**Observations : Néant**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                                    |           |  |
|------------------------------------|-----------|--|
| <b>- voix pour :</b>               | <b>10</b> |  |
| <b>- voix contre :</b>             | <b>0</b>  |  |
| <b>- abstentions :</b>             | <b>0</b>  |  |
| <b>- ne prend pas part au vote</b> | <b>0</b>  |  |

## **DELIBERATION N° 09\_2012 : CONDITIONS ET MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENTS DES AGENTS EN MISSION OU EN FORMATION**

Monsieur le Vice-Président informe :

Le cadre général des conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires à la charge des budgets des collectivités territoriales est défini par le décret 2007-23 du 5 janvier 2007.

Le décret prévoit que les collectivités doivent délibérer à titre obligatoire sur le montant forfaitaire attribué aux agents en mission en matière d'hébergement.

Par délibération n° 8 /2008 du 11 février 2008, le Conseil d'Administration du CCAS a défini les conditions et les modalités de prise en charge des frais liés aux déplacements temporaires des agents en mission ou en formation.

Il convient de remplacer cette délibération, car la loi de finances rectificative en date du 29 juillet 2011 a modifié l'article 38 et a imposé la réduction de 1% à 0,9% du taux plafond de la cotisation obligatoire due par les collectivités, au CNFPT (Centre National de Formation de la Fonction Publique Territoriale).

C'est pourquoi, par délibération en date du 26 octobre 2011, le conseil d'administration du CNFPT a décidé de cesser de rembourser les frais de transports des agents des collectivités qui viennent en stage dans les centres de formation du CNFPT. Le CNFPT continuera de prendre en charge les dépenses de restauration et d'hébergement des stagiaires.

Aussi, considérant que cette charge n'a pas à l'avenir à être supportée par les agents du CCAS de la Ville de Pont de Claix, ce dernier souhaite se substituer au CNFPT et, dans certaines conditions, prendre en charge ces frais de transport.

Il est à noter que précédemment, les stagiaires qui fréquentaient l'antenne du CNFPT de Saint Martin d'Hères n'avaient pas de prise en charge par le CNFPT pour le transport, l'éloignement entre la résidence administrative et le centre de formation n'étant pas suffisant (inférieur à 25 Km). Il en sera de même pour le CCAS qui ne rembourse pas les frais de transport des agents qui se déplacent pour des raisons de formation sur le territoire de l'agglomération couvert par le réseau TAG.

### **1) Cas d'ouverture :**

| <b>Cas d'ouverture</b>                                | <b>Indemnités</b>  |  |  | <b>PRISE EN CHARGE</b> |
|---|--|--|--|------------------------|
|   | <b>Déplacement</b><br>hors du territoire communal<br>voir 2) | <b>Nuitée (*)</b><br>petit-déjeuner inclus<br>à plus de 50Km de la<br>résidence administrative | <b>Repas</b><br>hors du territoire communal<br>voir 2) |                        |
| <b>Mission à la demande de la collectivité (**)</b>   | Oui  | Oui  | Oui  | Employeur              |
| <b>Concours ou examens à raison d'un par an (***)</b> | Oui  | Non  | Non  | Employeur              |

| <b>FORMATIONS</b>  |                  |              |              |                       |
|--|------------------|--------------|--------------|-----------------------|
| <b>Obligatoires</b><br>(formation d'intégration et de professionnalisation)          | Oui<br>Employeur | Oui<br>CNFPT | Oui<br>CNFPT | Employeur et<br>CNFPT |
| De<br><b>perfectionnement au CNFPT</b>   | Oui<br>Employeur | Oui<br>CNFPT | Oui<br>CNFPT | Employeur et<br>CNFPT |
| De<br><b>perfectionnement hors CNFPT</b>   | Oui              | Oui          | Oui          | Employeur             |
| <b>Préparation concours, 1 fois par an, avec accord préalable de la collectivité</b> | Oui              | Oui          | Oui          | Employeur             |
| <b>Droit Individuel à la formation au CNFPT</b>                                      | Oui<br>Employeur | Oui<br>CNFPT | Oui<br>CNFPT | Employeur et<br>CNFPT |
| <b>Droit Individuel à la formation hors CNFPT</b>                                    | Oui              | Oui          | Oui          | Employeur             |
| <b>Formation personnelle</b>   | Non              | Non          | Non          |                       |

## 2) Les conditions de remboursements :

(\*) Les nuitées seront prises en charge lors des déplacements supérieurs à 50 km de la résidence administrative (lieu d'exercice principal des fonctions) et familiale (domicile familial).

(\*\*) Définition de la mission : est en mission l'agent en service, muni d'un ordre de mission, qui se déplace pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

(\*\*\*) En ce qui concerne les concours ou examens, les frais de déplacement pourront être pris en charge une fois par année civile pour les épreuves d'admissibilité et si réussite pour les épreuves d'admission.

Les frais divers (transports locaux, péages, parkings) occasionnés dans le cadre d'une mission ou d'une action de formation seront remboursés sous réserve de présentation de justificatifs de la dépense dans les cas où le transport est pris en charge.

Seuls les frais de déplacements temporaires hors de la commune seront pris en charge, sachant que la notion de commune est étendue à toutes les communes de l'agglomération Grenobloise desservies par le réseau de la Tag.

## 3) Les tarifs et modalités :

Le conseil d'administration fixe le montant forfaitaire de remboursement des frais d'hébergement (nuitée) dans la limite du taux plafond pour les villes de Paris, Lyon, Marseille et Strasbourg, et dans la limite de 30% en moins de ce même taux plafond, pour la province. Ce taux plafond, fixé par arrêté ministériel du 3 juillet 2006, est aujourd'hui de 60€.

En ce qui concerne l'indemnité de repas : remboursement sur justificatifs, au taux de l'indemnité forfaitaire fixée également par arrêté (taux actuel 15,25€).

Modalités de remboursement des déplacements :

Si la distance est supérieure à 150 km (aller) de la résidence administrative ou familiale, les déplacements sont remboursés sur la base du tarif SNCF d'un billet de 2ème classe en vigueur au jour du déplacement, quelque soit le mode de transport utilisé, et sur la base forfaitaire prévue par les textes pour les frais d'hébergement et de restauration.

Si la distance est inférieure à 150 km (aller) de la résidence administrative ou familiale, les agents seront indemnisés de leurs frais de transport en fonction du type de transport utilisé, selon les modalités de la présente délibération et en fonction des barèmes prévus par les textes pour les frais d'hébergement et de restauration.

Dans le cas où l'agent utiliserait son véhicule personnel, le taux des indemnités kilométriques qui lui sont dues sont fixés par arrêté en fonction de la puissance fiscale du véhicule et de la distance parcourue.

Il est proposé :

Considérant que les frais de transport des agents se rendant en formation dans les structures autres que le CNFPT sont pris en charge par la collectivité et qu'il n'y a pas lieu de pénaliser les agents qui fréquentent le CNFPT,

Vu le décret 2007-23 du 5 janvier 2007,

Vu l'article 38 de loi n°2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificatives,

Vu la délibération du conseil d'administration du CNFPT du 26 octobre 2011,

VU l'avis de la Commission Municipale n° 6 « solidarités » du 19 janvier 2012

VU la délibération n° 8 / 2008 du 11 février 2008 du Conseil d'Administration qu'il convient d'annuler,

Après avoir entendu cet exposé,

DE DECIDER d'adopter tels que précisés ci-dessus les conditions et modalités de prise en charge des frais liés aux déplacements temporaires des agents selon les tarifs énoncés.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal du CCAS et au Budget annexe de la Résidence des Personnes Agées Irène Joliot Curie.

**Observations : Néant**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

## ACTION SOCIALE

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

### DELIBERATION N° 10\_2012 : AIDES AU DEPART EN VACANCES – ANNEE 2012

Monsieur le Vice-Président informe :

Le Conseil d'Administration du 28 avril 2011 – délibération n°28/2011 - a adopté les barèmes et le mode d'attribution de l'aide au départ en vacances collectives et familiales. Au cours de l'année 2011, l'aide au départ en vacances, collectives et familiales, a été allouée à 570 enfants. Il y a lieu de redéfinir les critères d'attribution, compte tenu d'imprécisions sur la délibération du 28 avril 2011.

Monsieur le Vice-Président rappelle :

Les critères qui avaient été votés sont les suivants :

| Critères   | Délibération du<br>28 avril 2011 |
|--|----------------------------------|
| Plafond du nombre de jours   | Aucun                            |
| Agés des bénéficiaires Vacances collectives<br>Vacances familiales | 4 à 17 ans<br>0 à 17 ans         |
| Périodes d'éligibilité   | Vacances scolaires               |
| Tranche de quotient  | Tranche de 1 à 7                 |
| Plafond de l'aide  | Aucun                            |

Il est proposé qu'à compter de 2012 les conditions d'attribution soient les suivantes :

| Critères  | À compter de 2012   |
|---|---|
| Plafond nombre de jours   | 1 forfait annuel  |
| Age des bénéficiaires<br>- vacances collectives<br>- vacances familiales                                    | 4 à 17 ans révolus<br>0 à 17 ans révolus  |
| Période d'éligibilité :<br>- 0 à 5 ans révolus (non soumis à l'obligation scolaire)<br>- 6 à 17 ans révolus | - toute l'année<br>- exclusivement pendant les congés scolaires                                       |
| Tranche de quotient   | De 1 à 7  |
| Quotient familial   | Au 1er janvier – ressources année 2010  |
| Plafond de l'aide   | L'aide versée, à la famille, ne peut être supérieure aux dépenses engagées (location et/ou transport) |

Vu l'avis de la Commission Municipale n° 6 « solidarités » du 19 janvier 2012,

Il est décidé d'adopter cette proposition.

DIT que les barèmes et les modalités d'attribution de l'aide restent inchangés et ce, jusqu'à nouvelle délibération.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

**E.H.P.A.D.**

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

**DELIBERATION N° 11\_2012** : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SIM JEAN WIENER POUR LE FONCTIONNEMENT D'UN ATELIER CHORALE OUVERT AUX FAMILLES ET AMIS DES RESIDENTS – ANNEE SCOLAIRE 2011/2012

Monsieur le Vice-Président informe :

Depuis plusieurs années, le SIM Jean WIENER contribue aux animations de la Résidence Irène Joliot Curie pour le bien être des résidents.

Par délibération N° 2010-54 en date du 19 octobre 2010 une convention a été signée pour l'organisation d'un « Atelier chorale ».

Il est proposé :

Devant la demande et conformément aux souhaits du public, la reconduction d'un « atelier chorale » en faveur des retraités en autorisant le Président à signer une convention entre le CCAS de la Ville et le Syndicat Intercommunal de Musique Jean WIENER pour l'année 2011/2012.

Cet atelier chorale, s'adressera aux résidents de la Résidence Irène Joliot Curie et aux membres des Associations de retraités, mais il pourra s'ouvrir également à d'autres publics comme les familles des résidents et les bénéficiaires d'atelier d'insertion.

Le montant de la prestation sera de 612 ,75 € (613 €).

La prise en charge financière sera assurée conjointement avec le CCAS et le budget annexe de l'EHPAD Joliot Curie. Une facture de 306.50 € sera établie, pour chaque établissement, à la fin des interventions.

La convention sera signée pour la période du 16 novembre 2011 au 27 juin 2012, au terme de laquelle un bilan sera effectué.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

**DELIBERATION N° 12\_2012** : SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « SOLIFOLA » POUR LA MISE EN PLACE D'UN ATELIER « RYTHME ET PERCUSSION » A L'EHPAD

Monsieur le Vice-Président informe :

L'association « SOLIFOLA » a présenté à la Résidence des Personnes Agées une nouvelle activité autour du « rythme et percussion ».

Les participants (les résidents et leur famille ainsi que les personnes âgées extérieures) ont émis le souhait de pérenniser cette activité.

La mise en place d'un atelier « Rythme et percussion » à la Résidence Joliot Curie contribuerait au bien être des résidents et de leur famille ainsi qu'aux personnes âgées extérieures qui le désirent en autorisant le Président à signer une convention entre le CCAS de la Ville et « L'ASSOCIATION SOLIFOLA » domiciliée : 15, rue Georges JACQUET – 38000 GRENOBLE.

Il est proposé :

De valider cette proposition et d'autoriser le Président du CCAS à signer une convention avec l'Association « SOLIFOLA ». Les interventions se dérouleront selon un calendrier détaillé dans la convention.

Le coût de cette activité s'élèvera à 336€ . Le paiement s'effectuera au terme de la prestation sur présentation d'une facture.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

## CENTRES SOCIAUX

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

**DELIBERATION N° 13-2012** : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LE CCAS ET ALFA 3A POUR LA MISE A DISPOSITION DU CENTRE SOCIAL JEAN MOULIN AFIN DE LUI PERMETTRE D'ASSURER SON ACTIVITE

Monsieur le Vice-Président informe :

La commune de Pont-de-Claix a confié une délégation de service public à ALFA 3A et ce, pour une durée de 3 ans, reconductible 1 fois pour une durée de 2 ans (démarrage de la convention au 5 septembre 2011) pour l'organisation des loisirs pour les enfants de 3 à 11 ans.

Dans ce cadre ALFA 3A se voit mettre à disposition par le CCAS des locaux, du matériel selon les conditions définies ci-dessous, pour assurer l'accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH) Jean Moulin des enfants de 3 à 11 ans les mercredis pendant l'année scolaire et les vacances scolaires, dans le respect de la législation en vigueur.

VU le contrat de délégation de Service Public entre la Ville et l'Association ALFA 3A,

VU la délibération du Conseil d'Administration du CCAS n° 02/2011 du 5 janvier 2011 portant signature de la convention de mise à disposition de locaux et moyens entre la Commune de Pont de Claix et le CCAS,

VU le projet général l'Association ALFA 3A qui vise à valoriser l'intérêt éducatif du temps libre de tous les enfants de la commune afin de développer l'épanouissement et contribuer à son accès aux ressources nécessaires pour l'exercice de la citoyenneté,

VU les objectifs et le contrat de projets des Centres Sociaux qui visent à alimenter le lien social, permettre la rencontre des individus, des familles, et des professionnels dans un esprit de participation citoyenne,

Il est proposé :

- La signature d'une convention avec l'Association ALFA 3A pour la mise à disposition de moyens par le CCAS pour le fonctionnement de l'accueil de loisirs sans hébergement au Centre Social Jean-Moulin
- D'AUTORISER le Président du CCAS à signer la convention correspondante avec l'Association ALFA 3A.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

**DELIBERATION N° 14\_2012** : DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL DE L'ISERE POUR LE FINANCEMENT DU DOSSIER EPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – ANNEE 2012

Monsieur le Vice-Président informe :

L'épicerie sociale et solidaire ouverte aux Pontois rencontrant des difficultés financières, va augmenter en 2012 son nombre de bénéficiaires pour atteindre une file active de 25 familles.

Le budget prévisionnel de cette action se chiffre à 126 400€ qui pourrait être financé en partie à hauteur de 10 000€ par le conseil général de l'Isère (5000 € crédits politique de la ville et 5000 € crédits droit commun).

Il est proposé :

D'autoriser le Président à demander cette subvention au Conseil général.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

**SANTE**

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

**DELIBERATION N° 15-2012** : SIGNATURE D'UNE CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LE CONSEIL GENERAL DE L'ISERE ET LE CCAS CONCERNANT L'ACTIVITE « VACCINATIONS » AU CCAS – ANNEES 2012, 2013 ET 2014

Monsieur le Vice-Président informe :

Les communes doivent organiser sur leur territoire des séances gratuites pour les vaccinations obligatoires et tenir un fichier des personnes vaccinées.

**La commune de Pont de Claix s'acquitte, par l'intermédiaire de son CCAS de cette obligation.**

Une convention avait été passée jusque fin 2011 avec le Conseil Général pour définir les engagements réciproques du Conseil Général et du CCAS de la ville de Pont de Claix.

Le Conseil Général propose d'en passer une nouvelle pour **3 ans** c'est à dire pour **les années 2012, 2013 et 2014**

Cette convention stipule :

- Les produits vaccinaux sont fournis par le conseil général dans le cadre de ses compétences d'action sociale et médico-sociale
- Le conseil général agréé et prend en charge les frais d'intervention des médecins vaccinateurs.
- Des actions de promotion de la vaccination et de communication seront menées conjointement.
- La commune s'engage à utiliser sur tout support de communication le logotype du conseil général.

Il est proposé :

De passer convention avec le conseil général pour l'organisation et le financement des actions de vaccinations dans la commune et d'autoriser la signature de la convention.

Et d'autoriser le Président à la signer.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                             |    |  |
|-----------------------------|----|--|
| - voix pour :               | 10 |  |
| - voix contre :             | 0  |  |
| - abstentions :             | 0  |  |
| - ne prend pas part au vote | 0  |  |

**DELIBERATIONS RAJOUTEES A L'ORDRE DU JOUR  
SUITE A L'APPROBATION DES MEMBRES PRESENTS**

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

**PERSONNEL**

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

**DELIBERATION N° 16-2012 : SUPPRESSIONS DE POSTES NON POURVUS AU 5 JANVIER 2012 AU CCAS**

Monsieur le Vice-Président informe :

Il est nécessaire, pour le bon fonctionnement du service public, compte tenu de l'évolution des besoins et de la réorganisation des services du CCAS, de procéder, après avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 24 Janvier 2012, à la suppression des postes suivants non pourvus au 5 janvier 2012 :

| Filières                            | Catégories | N° postes | Postes supprimés  | Commentaires  |
|-------------------------------------|------------|-----------|---|---|
| <b>SUPPRESSIONS ET COMMENTAIRES</b> |            |           |   |   |
| Administrative                      | C          | 9         | Adjoint Administratif 1ère classe à l'action sociale  | Agent muté à la ville au pôle aménagement et cadre de vie |
| Sociale                             | B          | 80,09     | Assistant socio-éducatif fonction accompagnement social des Pontois isolés et des agents de la collectivité | jamais pourvu   |
| Administrative                      | C          | 83        | Adjoint administratif 2ème classe à la santé  | Agent en retraite pas remplacée                           |
| Administrative                      | C          | 86        | Adjoint Administratif principal 1ère classe à la direction  | Agent muté à la GRH                                       |
| Administrative                      | B          | 100       | Rédacteur chef à la santé fonction responsable des actions d'innovations sociales                           | Agent muté dans 1 autre collectivité                      |
| Administrative                      | A          | 121       | Attaché aux Centres Sociaux   | Agent muté dans 1 autre collectivité                      |
| Socio-Educative                     | C          | 132,09    | Auxiliaire de soins 1ère classe aux personnes âgées fonction de coordinatrice soutien à domicile            | Agent muté dans 1 autre collectivité                      |
| Sociale                             | C          | 162,08    | Agent social à 50% dans les Centres Sociaux   | Poste en surnombre  |
| Animation                           | B          | 174,09    | Animateur à 50% dans les Centres Sociaux  | jamais pourvu   |

Il est proposé :

VU l'avis favorable de la Commission Municipale n°6 « solidarités » en date du 19 Janvier 2012,

De procéder à la suppressions de ces postes.

**Observations :**

**Délibération adoptée à l'unanimité**

|                                    |           |  |
|------------------------------------|-----------|--|
| <b>- voix pour :</b>               | <b>10</b> |  |
| <b>- voix contre :</b>             | <b>0</b>  |  |
| <b>- abstentions :</b>             | <b>0</b>  |  |
| <b>- ne prend pas part au vote</b> | <b>0</b>  |  |

### 3 - INFORMATIONS SUR LES ACTES PRIS EN VERTU DES DELEGATIONS OU EN RETOUR DES REPRESENTATIONS

#### DECISIONS EN MATIERE D'AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

#### AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES : BILAN DES ANNEES 2008 ET 2009

| Répartition par type d'aide                          | Année 2008 |                    |            | Année 2009 |                    |            |
|--|------------|--------------------|------------|------------|--------------------|------------|
|  | NB         | montant des aides  | %          | NB         | montant des aides  | %          |
| <b>Frais liés au logt :</b>                          |            |                    |            |            |                    |            |
| Retards loyers privé                                 | 5          | 1 758,67 €         |            | 4          | 1 885,07 €         |            |
| Retards Loyers HLM                                   | 11         | 4 105,59 €         |            | 6          | 1 283,50 €         |            |
| Caution  |            |                    |            |            |                    |            |
| Hébergement Urgence                                  | 11         | 1 524,00 €         |            | 1          | 800,00 €           |            |
| Installation / Entretien                             | 1          | 300,00 €           |            |            |                    |            |
| <b>Sous-total logement</b>                           | <b>28</b>  | <b>7 688,26 €</b>  | <b>30%</b> | <b>11</b>  | <b>3 968,57 €</b>  | <b>18%</b> |
| <b>SANTE :</b>                                       |            |                    |            |            |                    |            |
| Prothèses  | 3          | 685,00 €           |            | 2          | 535,60 €           |            |
| Soins  | 3          | 1 086,63 €         |            | 1          | 250,00 €           |            |
| Factures   | 5          | 628,00 €           |            | 2          | 329,13 €           |            |
| Mutuelles  | 3          | 905,90 €           |            | 3          | 579,28 €           |            |
| <b>Sous-total santé</b>                              | <b>14</b>  | <b>3 305,53 €</b>  | <b>13%</b> | <b>8</b>   | <b>1 694,01 €</b>  | <b>8%</b>  |
| <b>ALIMENTATION – espèces</b>                        | <b>44</b>  | <b>5 016,10 €</b>  |            | <b>54</b>  | <b>4 652,00 €</b>  |            |
| <b>ALIMENCAP- chèque accompagnement personnalisé</b> | <b>22</b>  | <b>1 870,00 €</b>  |            | <b>43</b>  | <b>3 120,00 €</b>  |            |
| <b>Sous-total alimentation</b>                       | <b>66</b>  | <b>6 886,10 €</b>  | <b>27%</b> | <b>97</b>  | <b>7 772,00 €</b>  | <b>36%</b> |
| <b>EAU</b>   | <b>4</b>   | <b>1 176,74 €</b>  |            | <b>4</b>   | <b>309,90 €</b>    |            |
| <b>EDF</b>   | <b>5</b>   | <b>1 226,76 €</b>  |            | <b>10</b>  | <b>2 363,25 €</b>  |            |
| <b>GAZ</b>   | <b>4</b>   | <b>916,26 €</b>    |            | <b>6</b>   | <b>1 487,73 €</b>  |            |
| <b>Sous-total énergie</b>                            | <b>13</b>  | <b>3 319,76 €</b>  | <b>13%</b> | <b>20</b>  | <b>4 160,88 €</b>  | <b>19%</b> |
| <b>ASSURANCES</b>                                    | <b>5</b>   | <b>621,44 €</b>    |            | <b>2</b>   | <b>141,12 €</b>    |            |
| <b>BOURSEJEUNE</b>                                   |            |                    |            | <b>1</b>   | <b>500,00 €</b>    |            |
| <b>CAP EPISOL</b>                                    |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>CHARGES Copropriété</b>                           |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>DIVERS</b>  | <b>6</b>   | <b>1 017,13 €</b>  |            | <b>5</b>   | <b>1 271,60 €</b>  |            |
| <b>FONDS MOBILITE – convention CG38</b>              | <b>3</b>   | <b>324,00 €</b>    |            | <b>1</b>   | <b>128,00 €</b>    |            |
| <b>FORMATION/SCOLARITE</b>                           | <b>3</b>   | <b>1 065,00 €</b>  |            | <b>1</b>   | <b>758,50 €</b>    |            |
| <b>IMPOTS/TAXES</b>                                  |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>RESTAURATION SCOLAIRE</b>                         | <b>2</b>   | <b>46,20 €</b>     |            | <b>1</b>   | <b>94,60 €</b>     |            |
| <b>SUBSISTANCE (en attente de ressources)</b>        | <b>1</b>   | <b>300,00 €</b>    |            | <b>2</b>   | <b>600,00 €</b>    |            |
| <b>TELEPHONE</b>                                     |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>TRANSPORT</b>                                     | <b>3</b>   | <b>903,60 €</b>    |            | <b>2</b>   | <b>350,00 €</b>    |            |
| <b>VACANCES</b>                                      |            |                    |            | <b>2</b>   | <b>247,32 €</b>    |            |
| <b>Refus</b>   | <b>5</b>   |                    |            |            |                    |            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>149</b> | <b>25 477,02 €</b> |            | <b>153</b> | <b>21 686,60 €</b> |            |
| Nombre de foyers aidés                               |            | 86                 |            |            | 77                 |            |

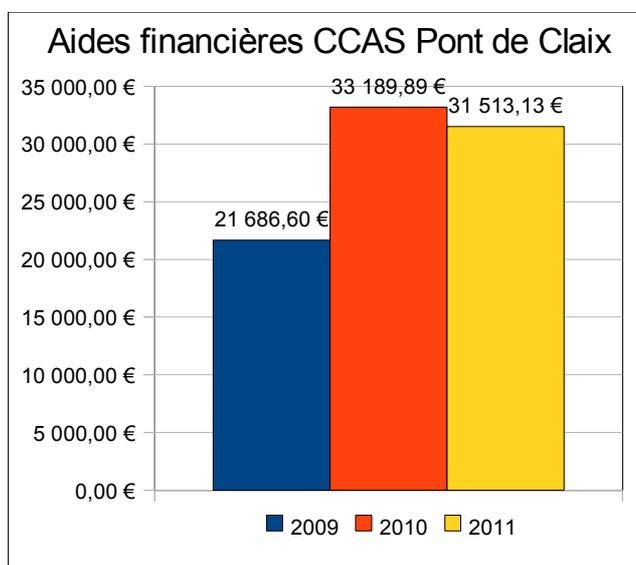
AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES : BILAN DES ANNEES 2010 ET 2011

| Répartition par type d'aide                           | Année 2010 |                    |            | Année 2011 |                    |            |
|---|------------|--------------------|------------|------------|--------------------|------------|
|   | NB         | montant des aides  | %          | NB         | montant des aides  | %          |
| <b>Frais liés au logt :</b> Retards loyers privé      | 2          | 577                |            | 5          | 1 571,00 €         |            |
| Retards Loyers HLM                                    | 3          | 1 110,72           |            | 4          | 581,00 €           |            |
| Caution   |            |                    |            | 1          | 300,00 €           |            |
| Hébergement Urgence                                   | 7          | 4 317              |            | 1          | 360,00 €           |            |
| Installation / Entretien                              | 1          | 300                |            |            |                    |            |
| <b>Sous-total logement</b>                            | <b>13</b>  | <b>6 304,72 €</b>  | <b>19%</b> | <b>11</b>  | <b>2 812,00 €</b>  | <b>14%</b> |
| <b>SANTE :</b> Prothèses                              | 5          | 2 042,68 €         |            | 1          | 500,00 €           |            |
| Soins   | 6          | 2 136,00 €         |            | 2          | 406,12 €           |            |
| Factures  | 2          | 285,00 €           |            | 2          | 564,00 €           |            |
| Mutuelles   | 1          | 518,52 €           |            | 1          | 201,20 €           |            |
| <b>Sous-total santé</b>                               | <b>14</b>  | <b>4 982,20 €</b>  | <b>15%</b> | <b>6</b>   | <b>1 671,32 €</b>  | <b>9%</b>  |
| <b>ALIMENTATION – espèces</b>                         | 53         | 3 987,00 €         |            | 74         | 4 356,00 €         |            |
| <b>ALIMENCAP – chèque accompagnement personnalisé</b> | 39         | 2 960,00 €         |            | 44         | 2 740,00 €         |            |
| <b>Sous-total alimentation</b>                        | <b>92</b>  | <b>6 947,00 €</b>  | <b>21%</b> | <b>118</b> | <b>7 096,00 €</b>  | <b>36%</b> |
| <b>EAU</b>  | 4          | 610,56 €           |            | 2          | 299,87 €           |            |
| Électricité   | 2          | 900,00 €           |            | 8          | 1 972,98 €         |            |
| <b>GAZ</b>  | 6          | 1 780,82 €         |            | 6          | 1 664,28 €         |            |
| <b>Sous-total énergie</b>                             | <b>12</b>  | <b>3 291,38 €</b>  | <b>10%</b> | <b>16</b>  | <b>3 937,13 €</b>  | <b>20%</b> |
| <b>ASSURANCES</b>                                     | 4          | 671,32 €           |            | 2          | 502,50 €           |            |
| <b>BOURSEJEUNE</b>                                    | 1          | 105,00 €           |            | 1          | 300,00 €           |            |
| <b>CAP EPISOL</b>                                     | 40         | 5 170,00 €         |            |            |                    |            |
| <b>CHARGES Copropriété</b>                            |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>DIVERS</b>   | 6          | 1 360,77 €         |            | 4          | 648,26 €           |            |
| <b>FONDS MOBILITE – convention CG38</b>               |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>FORMATION/SCOLARITE</b>                            |            |                    |            | 4          | 827,25 €           |            |
| <b>IMPOTS/TAXES</b>                                   | 10         | 2 182,00 €         |            | 3          | 350,00 €           |            |
| <b>RESTAURATION SCOLAIRE</b>                          | 5          | 323,00 €           |            | 11         | 574,11 €           |            |
| <b>SUBSISTANCE (en attente de ressources)</b>         |            |                    |            | 2          | 490,00 €           |            |
| <b>TELEPHONE</b>                                      |            |                    |            |            |                    |            |
| <b>TRANSPORT</b>                                      | 7          | 1 852,50 €         |            | 3          | 480,00 €           |            |
| <b>VACANCES</b>                                       |            |                    |            | 1          | 82,00 €            |            |
| <b>Abroger</b>  |            |                    |            | 1          | -257,44 €          |            |
| <b>Refus</b>  |            |                    |            | 4          |                    |            |
| <b>Total</b>  | <b>204</b> | <b>33 189,89 €</b> |            | <b>187</b> | <b>19 513,13 €</b> |            |
| Nombre de foyers aidés                                |            | 118                |            |            | 102                |            |

Remarque : sollicitation et impact beaucoup plus important.

# SYNTHESE

## 1. LES AIDES FINANCIÈRES 2009/2010/2011



2009/2010 soit + 53 % compte tenu de la remise de chèques accompagnement personnalisé dans le cadre de l'Épicerie pour un montant de 5 170 € ainsi que les aides consacrées au logement (retard de loyer) et à la santé (cotisations mutuelle, séjours hospitaliers, frais de prothèses)

| Type d'aide                        | 2009       | 2010                                       | 2011   |
|------------------------------------|------------|--|--|
| Alimentaire - Epicerie             | 7 772,00 € | 12 117 €<br>dont 5 170 € de<br>CAP EpiSol* | 7 096,00 €<br>+ 12 000 € achats produits<br>- 4 302 € recettes |
| Énergie<br>(eau, EDF, GDF)         | 4 160,00 € | 3 291,00 €                                 | 3 937,00 €   |
| Logement (loyer, héberg, caution)  | 3 968,00 € | 6 304,00 €                                 | 2 812,00 €   |
| Santé (cotisations, prothèses ...) | 1 694,00 € | 4 982,00 €                                 | 1 671,00 €   |

- dispositif 2006/2010 associatif puis à/c du 13/09/2011 ouverture de l'Épicerie Sociale et Solidaire gestion CCAS.
- **Énergie** au cours de l'année 2011, 12 foyers ont bénéficié d'une aide CCAS. 10 avaient des ressources supérieures au barème FSL et pour 2 foyers le CCAS est intervenu pour le 1er en complément de l'aide attribuée par le CG et le second, FSL déjà sollicité.

## 1. TYPOLOGIE DES FOYERS AIDES

| Années | - 25 ans | + de 25 ans | Retraités |
|--------|----------|-------------|-----------|
| 2009   | 2        | 64          | 29        |
| 2010   | 5        | 73          | 29        |
| 2011   | 6        | 66          | 30        |

Dans chacune des catégories les foyers appartenant à la catégorie « isolé » sont majoritaires : 43 % à 47 % pour les + de 25 ans et 20 à 26 % dans la catégorie « retraité ». Les familles aidées sont inférieures à 10 %. Par contre, les familles mono parentales sont représentées en 2009 : 6% - 2010 : 17 % - 2011 : 13 %.

**Remarques :**

Il ressort de cette synthèse le constat ici aussi, d'un phénomène de non recours. Ceci génère une importante inquiétude car la population se laisse aller face à ses problèmes et n'a plus la force de lutter.

**ACTES DIVERS DU PRESIDENT PRIS PAR DELEGATION DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS**

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

| N°      | LIBELLE  | Date du dépôt en Préfecture |
|---------|--|-----------------------------|
| 10_2011 | Décision portant transformation de la régie d'avances et de recettes « activités du Centre Social Irène Joliot Curie » en une régie d'avances et de recettes « activités des centres sociaux, locations et petites dépenses et recettes occasionnelles du CCAS » | 07/10/11                    |
| 05_2011 | Arrêté portant délégation de signature à Mme Yveline DENAT – Directrice du CCAS  | 19/12/11                    |
| 06_2011 | Arrêté portant nomination d'une mandataire suppléante pour la régie de recettes et d'avances « secours d'urgence et aides remboursables »  | 30/12/11                    |

**4 – QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES**

Rapporteur : M. Hervé HAVRE, Vice-Président

**ATELIERS MARIANNE**

Mme Nelly GIORNI informe les administrateurs qu'une vente aura lieu aux Ateliers Marianne le 31 Mars prochain.

**RAPPEL DU CALENDRIER DES PROCHAINES REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le calendrier arrêté pour l'instant est le suivant :

- Jeudi 29 mars à 18 h
- Jeudi 10 mai à 18 h
- Jeudi 05 Juillet à 18 h

} Salle du Conseil Municipal en Mairie

La séance est levée à 20 h.